PREMIÈRE SECTION

DÉCISION

Requête no 12014/21  
CONSORZIO STABILE EUROPEO MULTISERVICE  
contre l’Italie  
(voir tableau en annexe)

La Cour européenne des droits de l’homme (première section), siégeant le 17 mai 2023 en un comité composé de :

Alena Poláčková*, présidente*,  
 Gilberto Felici,  
 Raffaele Sabato*, juges*,

et de Viktoriya Maradudina, *greffière adjointe de section f.f.*,

Vu la requête susmentionnée introduite le 17 février 2021,

Vu la déclaration du gouvernement défendeur invitant la Cour à rayer la requête du rôle,

Après en avoir délibéré, rend la décision suivante :

1. FAITS ET PROCÉDURE

Les informations détaillées concernant la partie requérante se trouvent dans le tableau joint en annexe.

La partie requérante a été représentée devant la Cour par Me F. Iasevoli, avocat exerçant à Naples.

Les griefs que la partie requérante tirait de l’article 6 § 1 de la Convention et l’article 1 du Protocole no 1 (inexécution ou exécution tardive de décision de justice internes) ont été communiqués au gouvernement italien (« le Gouvernement »).

1. EN DROIT

À l’issue de négociations en vue d’un règlement amiable qui se sont révélées infructueuses, le Gouvernement a avisé la Cour qu’il proposait de prononcer une déclaration unilatérale en vue de régler les questions soulevées par ces griefs. Il a en outre invité la Cour à rayer la requête du rôle conformément à l’article 37 de la Convention.

Le Gouvernement reconnaît l’inexécution de décision de justice interne. Il offre de verser à la partie requérante les sommes reproduites dans le tableau joint en annexe et il invite la Cour à rayer la requête du rôle conformément à l’article 37 § 1 c) de la Convention. Ces sommes seront payables dans un délai de trois mois à compter de la date de la notification de la décision de la Cour. Si elles n’étaient pas versées dans ce délai, le Gouvernement s’engage à les majorer, à compter de l’expiration du délai et jusqu’au règlement, d’un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage.

Le Gouvernement s’engage également à assurer dans le même délai l’exécution de la décision de justice interne en cause et à prendre à sa charge les éventuels frais liés à la procédure nationale d’exécution.

Le paiement et l’exécution de la décision en cause vaudront règlement définitif de l’affaire.

Les termes d’une déclaration unilatérale ont été transmis à la partie requérante plusieurs semaines avant la date de cette décision. La Cour n’a pas reçu de réponse de la partie requérante indiquant qu’elle acceptait les termes de la déclaration.

La Cour rappelle que l’article 37 § 1 c) de la Convention lui permet de rayer une affaire du rôle si :

« (...) pour tout autre motif dont [elle] constate l’existence, il ne se justifie plus de poursuivre l’examen de la requête ».

Ainsi, en vertu de cette disposition, la Cour peut rayer des requêtes du rôle sur le fondement d’une déclaration unilatérale du gouvernement défendeur, même si les requérants souhaitent que l’examen de leur affaire se poursuive (voir, en particulier, l’arrêt *Tahsin Acar c. Turquie* (question préliminaire) [GC], no 26307/95, §§ 75‑77, CEDH 2003‑VI).

La jurisprudence de la Cour en matière de l’inexécution ou l’exécution tardive de décisions de justice internes est claire et abondante (voir, par exemple, *Ventorino c. Italie,* no 357/07, 17 mai 2011, *De Trana c. Italie,* no 64215/01, 16 octobre 2007, *Nicola Silvestri c. Italie,* no 16861/02, 9 juin 2009, et *Antonetto c. Italie,* no 15918/89, 20 juillet 2000).

Eu égard aux concessions que renferme la déclaration du Gouvernement, ainsi qu’au montant des indemnisations proposées (montant qui est conforme à ceux alloués dans des affaires similaires), la Cour estime qu’il ne se justifie plus de poursuivre l’examen de la requête (article 37 § 1 c)).

En outre, à la lumière des considérations qui précèdent, la Cour estime que le respect des droits de l’homme garantis par la Convention et ses Protocoles n’exige pas par ailleurs qu’elle poursuive l’examen de la requête (article 37 § 1 *in fine*).

Enfin, la Cour souligne que, dans le cas où le Gouvernement ne respecterait pas les termes de sa déclaration unilatérale, la requête pourrait être réinscrite au rôle en vertu de l’article 37 § 2 de la Convention (*Josipović c. Serbie* (déc.), nº 18369/07, 4 mars 2008).

Compte tenu de ce qui précède, il y a lieu de rayer cette requête du rôle.

Par ces motifs, la Cour, à l’unanimité,

*Prend acte* des termes de la déclaration du gouvernement défendeur et des modalités prévues pour assurer le respect des engagements ainsi pris ;

*Décide* de rayer la requête du rôle en vertu de l’article 37 § 1 c) de la Convention.

Fait en français puis communiqué par écrit le 8 juin 2023.

Viktoriya Maradudina Alena Poláčková  
 Greffière adjointe f.f. Présidente

ANNEXE

Requête concernant des griefs tirés de l’article 6 § 1 de la Convention   
(inexécution ou exécution tardive de décisions de justice internes)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Numéro et date d’introduction de la requête | Nom du requérant et date d’enregistrement | Nom et ville du représentant | Autres griefs relevant de la jurisprudence bien établie | Décision de justice interne pertinente | Injonction des tribunaux internes | Jurisprudence | Date de réception de la déclaration du Gouvernement | Date de réception de la lettre du requérant | Montant alloué pour dommage moral  (en euros)[[1]](#endnote-1) | Montant alloué pour frais et dépens  (en euros)[[2]](#endnote-2) |
| 12014/21  17/02/2021 | **CONSORZIO STABILE EUROPEO MULTISERVICE**  1994 | Iasevoli Fiorita  Naples | Prot. 1 Art. 1 - absence du ou retard dans le paiement d’une créance de la part des autorités nationales | Tribunal de Santa Maria Capua  Vetere  Injonction de paiement (*decreto ingiuntivo*)  no 848/2011,  19/07/2011 | Municipalité de  Caserta.  Remboursement pour les services fournis par la société requérante. | *De Luca*  *c. Italie*,  no 43870/04,  24 septembre 2013 | 16/11/2022 | 28/11/2022 | 9 600 | 250 |

1. Plus tout montant pouvant être dû à titre d’impôt par la partie requérante. [↑](#endnote-ref-1)
2. Plus tout montant pouvant être dû à titre d’impôt par la partie requérante. [↑](#endnote-ref-2)